

tions. Sans préjudice des résolutions ultérieures qu'il pourra prendre, le conseil mettra en oeuvre les points suivants dont la réalisation lui paraît d'une nécessité urgente:

- 1) Réglementation de la production suivant les nécessités de la consommation, en sacrifiant les industries ou productions qui sont en trop grand nombre et en stimulant énergiquement la production des nouvelles industries que, par suite du changement de valeur de la peseta, il sera utile d'installer dans notre pays.
- 2) Monopole du commerce extérieur pour éviter les attaques du dehors contre le nouvel ordre économique qui naît.
- 3) Collectivisation de la grande propriété agraire qui sera exploitée par les syndicats de paysans avec l'aide de la Généralité et adhésion obligatoire au syndicat, des producteurs agricoles qui exploitent la petite et la moyenne propriété.
- 4) Dévalorisation partielle de la propriété urbaine, au moyen de la réduction des baux ou de l'établissement de taxes équivalentes quand on ne jugera pas utile d'avantager les locataires.
- 5) Collectivisation des grandes industries, des services publics et des transports en commun.
- 6) Saisie et collectivisation des établissements abandonnés par leurs propriétaires.
- 7) Extension du régime coopératif dans la distribution des produits, et en particulier, exploitation coopérative des grandes entreprises de distribution.
- 8) Contrôle ouvrier des opérations bancaires allant jusqu'à la nationalisation de la banque.
- 9) Contrôle syndical ouvrier sur toutes les industries qui continuent à être exploitées en régime privé.
- 10) Réabsorption énergique par l'agriculture et l'industrie des ouvriers sans travail. Et, à cet effet, seront stimulés: la revalorisation des produits agricoles, le retour aux champs, dans la mesure du possible, des ouvriers qui pourront être absorbés par la nouvelle organisation du travail agricole, la création de grandes industries pour fournir des articles manufacturés qu'il

serait difficile d'importer, l'électrification intégrale de la Catalogne et principalement des chemins de Fer.

11) Suppression rapide des divers impôts pour arriver à l'établissement de l'impôt unique.»

La résolution adoptée par l'ensemble du Conseil Economique exprime la nécessité de la collectivisation des secteurs les plus importants de l'économie catalane. Elle constitue la légalisation de toutes les actions entreprises par les ouvriers de Catalogne des les premiers jours pour abattre définitivement leur ennemi de classe. Bien plus elle tend à résoudre tous les problèmes que pose la gestion d'une économie abandonnée par ses possesseurs capitalistes et enfermée dans un cercle capitaliste naturellement ennemi de la nouvelle société. C'est pourquoi la première mesure appliquée est le monopole du commerce extérieur; le contrôle des banques et ensuite leur nationalisation compléteront les moyens de défense extérieurs. A l'intérieur du secteur économique catalan la collectivisation des industries maîtresses, des moyens de transport, des services publics, de la grande propriété agricole et l'extension du système coopératif dans la distribution des produits constituent la charpente de la nouvelle économie. L'irrigation de la campagne et son industrialisation, l'électrification de toute la Catalogne seront les premières oeuvres indispensables au renforcement du nouveau régime.

Il s'agit là d'une révolution dans le régime économique de la société. C'est le passage de l'économie privée à l'économie collective. C'est le premier pas du capitalisme au socialisme. Etant donné le caractère retardataire de l'économie espagnole cette oeuvre ne se réalisera pas en quelques jours. Elle exigera des travailleurs espagnols de grands efforts, d'immenses sacrifices. Mais la volonté, l'énergie du peuple espagnol sont aujourd'hui sans limite. Les travailleurs savent pourquoi ils se battent. Le sang que versèrent beaucoup d'entre eux sur les barricades au cours de la lutte contre la pire des réactions fascistes et capitalistes, sera le levain d'un régime nouveau.

La collectivisation industrielle en Catalogne

Parallèlement à l'oeuvre de défense militaire contre le fascisme se déroule à un rythme très rapide un effort de transformation et de reconstruction économique qui, parti de la base et entériné quotidiennement par le Comité des milices, allant du simple contrôle sur les entreprises jusqu'à la pleine gestion ouvrière, ne tend à rien moins qu'à extirper définitivement de Catalogne toutes les racines du capitalisme industriel.

L'ORGANISATION

Les saisies d'entreprises ont commencé au coeur-même des journées de juillet. C'est le 19 que le Comité de défense de la Barriade de Pueblo Nuevo s'empara de la Ford Motor Ibérica pour la remettre ensuite aux mains des syndicats (C. N. T. et U. G. T.). Il est à remarquer que, tandis que la plupart des grandes usines étaient prises délibérément par les travailleurs, ceux-ci ont laissé subsister les petites et moyennes exploitations, sauf lorsque le directeur prenait la fuite auquel cas il était immédiatement exproprié.

A l'heure actuelle les principales entreprises saisies et exploitées sont les suivantes:

Service des autobus urbains, Autobus Roca, Service des tramways, Metro, Chemin de fer du Nord, Chemin de fer Madrid-Saragosse-Alicante (M. Z. A.), Société anonyme des Pétroles (C. A. M. P. S. A.), Ford Motor Ibérica, la Hispano Suiza, la Marítima, la Girona, La Vulcano, la Maison Torres, la Maison Elizalde, la Cie. transatlantique, toutes les centrales électriques, les services publics. Les théâtres et les cinémas de Barcelone sont complètement socialisés sous le contrôle des syndicats de l'U. G. T. et de la C. N. T.

Les autres entreprises fonctionnent sous le contrôle ouvrier, celui-ci pouvant aller du simple contrat collectif jusqu'à une quasi-collectivisation.

Dans tous les cas les principaux objectifs à atteindre et les nouveaux organismes de contrôle ou de direction sont décidés par l'assemblée générale des ouvriers de l'entreprise organisés dans leurs syndicats. C'est, donc bien de la base que part toute

initiative, aussi chacune de ces créations, comporte-t-elle un caractère original en rapports étroits avec les nécessités même de la vie de l'entreprise. Toutefois, et par delà toutes les nuances, les nécessités plus profondes et plus impérieuses de l'heure imposent une homogénéité d'action qui se traduit par les principales mesures suivantes:

Election d'un comité de direction ou de contrôle où sont représentés suivant le rapport des forces les délégués des différents syndicats (C. N. T., U. G. T., F. O. U. S.).

Election de comités plus réduits à la tête de chaque section de l'entreprise.

Publication des traitements des hauts fonctionnaires de l'entreprise, suppression de ces traitements, suppression, dans toutes les entreprises exploitées de la fonction de directeur, nivellement des salaires.

Suppression du conseil d'administration et expropriation pure et simple dans les entreprises, saisies. (A noter que pour éviter toute complication diplomatique, on s'est gardé d'exproprier les entreprises étrangères).

Préparation de la semaine de 36 heures, la semaine de 40 heures, ayant été décrétée par la Généralité.

Edition de règles d'hygiène et projets d'assainissement des entreprises (installation de douches, etc...).

Publication de l'état financier de l'entreprise, et, parfois, inventaire du matériel.

Dans certains cas fixation d'un plan de travail, ceci surtout dans les entreprises travaillant pour la défense militaire.

Partout en a repris les techniciens (et ils sont nombreux) qui faisaient cause commune avec les travailleurs. Plusieurs d'entre eux ont été élus à des postes de conseillers par l'assemblée des ouvriers.

L'ACTION REVOLUTIONNAIRE

Pour comprendre dans quel esprit, dans quel sens, à quel rythme se poursuit ce travail gigantesque, il faut ajouter à ces renseignements un certain nombre de remarques: